



Cahiers de recherches médiévales et humanistes

Journal of medieval and humanistic studies

21 | 2011

Les « grands territoires » au Moyen Âge, réalités et représentations

Les langages politiques du territoire

Quelques réflexions autour des sources publiques de l'Italie du bas Moyen Âge (fin XIV^e-début XVI^e siècle)

Isabella Lazzarini



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/crm/12423>

DOI : 10.4000/crm.12423

ISSN : 2273-0893

Éditeur

Classiques Garnier

Édition imprimée

Date de publication : 10 mai 2011

Pagination : 49-59

ISSN : 2115-6360

Référence électronique

Isabella Lazzarini, « Les langages politiques du territoire », *Cahiers de recherches médiévales et humanistes* [En ligne], 21 | 2011, mis en ligne le 10 mai 2014, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/crm/12423> ; DOI : 10.4000/crm.12423



Les langages politiques du territoire : quelques réflexions autour des sources publiques de l'Italie du bas Moyen Âge (fin XIV^e-début XVI^e siècle)

Abstract : Italy in the fifteenth century was a mosaic composed by a small number of regional states and several minor semi-autonomous powers, all driven by what we can define a call towards the building of wider dominions, i.e. towards a « territoriality » of polities. This paper focuses on the public written records (mostly letters of appointments, fiscal records, feudal homages), and their increasing attention and aptitude to witness, register and preserve both a growing territorial and spatial consciousness and a more homogeneous and organised geography of power and authority.

Résumé : *L'Italie du Moyen Âge tardif est composée par un ensemble de pouvoirs politiques divers dont la projection territoriale représente un élément fondamental des dynamiques du pouvoir. Cet article se propose de dénicher quelques indices du lexique de l'espace et des langages de la territorialité dans un certain nombre de sources documentaires publiques, telles les registres des lettres de nomination, les sources fiscales, les livres des hommages féodaux. Ces textes révèlent qu'à une conscience spatiale croissante, capillaire et diversifiée, la période qui va de la fin du XIV^e au début du XVI^e siècle ajoute une tendance à la simplification de la géographie et de la toponymie du territoire.*

Dans une synthèse consacrée à la production et aux caractères des cartes locales et régionales de l'Europe de la fin du Moyen Âge, Paul Harvey met en garde ses lecteurs : dessiner une carte n'est pas une habitude chez les hommes du Moyen Âge, ni une façon naturelle de concevoir, fixer et transmettre les relations spatiales. « In the Middle Ages, the normal way of setting out and recording topographical relationships was in writing, so in place of maps we have written descriptions. »¹ S'il a raison, si, au Moyen Âge, les processus de construction publique de l'espace ne sont pas dessinés, mais écrits, quelles sont les formes et quels sont les mots de ces textes ? Une enquête sur l'éloquence des sources publiques de la fin du Moyen Âge autour de ce que les historiens et les géographes définissent parfois comme la « production » sociale ou bien historique des lieux est-elle possible² ? Et si l'on arrive à l'accomplir, si l'on parvient à retracer dans ces processus d'écriture un ou

¹ P. D. A. Harvey, « Local and Regional Cartography in Medieval Europe, The History of Cartography », I. Cartography in Prehistoric, Ancient and Medieval Europe and the Mediterranean, dir. J. B. Harley, D. Woodward, Chicago-London, University of Chicago Press, 1987, p. 464-501, citation à la p. 464.

² P. Sereno, « Ordinare lo spazio, governare il territorio : confine e frontiera come categorie geografiche », *Confini e frontiere nell'età moderna. Un confronto fra discipline*, dir. A. Pastore, F. Angeli, Milano, 2007, p. 45-64, cit. à la p. 46 ; A. Torre, « La produzione storica dei luoghi », *Quaderni storici*, 110, 2002, p. 443-475.

bien plusieurs langages du territoire, sont-ils différents – et comment, et quand ? – des éventuels langages du territoire produits dans d'autres moments cruciaux de la fixation spatiale et nominale des lieux, comme l'âge seigneurial (XI^e-XII^e siècles)³ et le Duecento (XIII^e siècle), l'âge d'or de la construction du territoire urbain par la commune⁴ ?

Cette contribution se propose d'aborder le thème de l'écriture de l'espace dans les sources publiques du bas Moyen Âge, qui ont connu entre la fin du XIV^e et le XV^e siècles une croissance tout-à-fait particulière⁵.

Une pareille enquête se trouve à la croisée de beaucoup de questions : il nous faut donc préciser avant tout nos outils terminologiques. On parlera d'« espace » en tant que scène concrète à l'intérieur de laquelle – à un moment donné – les ressources et la population s'articulent et se combinent. Le « territoire » devient alors un espace politiquement modelé grâce à des processus de production de lieux pourvus d'une certaine fraction de pouvoir, et selon des modalités diversement partagées, réglées ou hiérarchisées, et seulement partiellement simultanées. La construction politique de l'espace engendre donc une réflexion sur la définition de la « territorialité » des États tardo-médiévaux, surtout dans le cas de l'ensemble de pouvoirs politiques que l'historiographie appelle habituellement le « système des États italiens »⁶. Les cent huit États grands et petits qui constituent en 1455 la Ligue Italique ont une nature politique indéniable : leur « territorialité », au contraire, mérite réflexion. « Territorialité », ou bien « vocation territoriale », devient ici une aptitude croissante et délibérée à bâtir des structures publiques plus vastes par rapport aux circonscriptions seigneuriales ou aux contadi urbains originaires, en leur donnant une organisation novatrice et une géographie tendanciellement ordonnée⁷. Étant donné que cette projection territoriale représente un élément fondamental des

³ Cf. C. Violante, « Per una storia degli ambiti. La spazialità nella storia », *Studium*, 37, 1991, p. 861-879, et Id., « La signoria rurale nel contesto storico dei secoli X-XII », *Strutture e trasformazioni della signoria rurale nei secoli XI-XIII*, dir. G. Dilcher, C. Violante, Bologna, Il Mulino, 1996, p. 7-56. Plus récemment, G. Sergi, « La territorialità e l'assetto giurisdizionale e amministrativo dello spazio », *Uomo e spazio nell'alto medioevo*, Spoleto, Centro italiano di studi sull'alto medioevo (Cisam), 2003, p. 479-501, et T. Lazzari, « Campagne senza città e territori senza centro », *Città e campagna nei secoli altomedievali*, Spoleto, Cisam, 2009, p. 622-651.

⁴ G. Francesconi, « Scrivere il contado. I linguaggi della costruzione territoriale cittadina nell'Italia centrale », *I poteri territoriali in Italia centrale e nel Sud della Francia. Gerarchie, istituzioni e linguaggi (secoli XII-XIV) : confronto*, dir. G. Castelnuovo, A. Zorzi, Roma, École Française de Rome, sous presse.

⁵ Archivi e comunità tra Medioevo ed età moderna, dir. A. Bartoli Langelì, A. Giorgio, S. Moscadelli, Roma, Ministero per i beni e le attività culturali, 2009, et *Scritture e potere. Pratiche documentarie e forme di governo nell'Italia tardomedievale (secoli XIV-XV)*, dir. I. Lazzarini, *Reti Medievali-Rivista*, 9, 2008, http://www.storia.unifi.it/RM/rivista/2008-1.htm#S_monografica.

⁶ I. Lazzarini, *L'Italia degli Stati territoriali. Secoli XIII-XV*, Roma-Bari, Laterza, 2003.

⁷ Cf. L. Mannori, « La nozione di territorio fra antico e nuovo regime. Qualche appunto per uno studio sui modelli tipologici », *Organizzazione del potere e territorio. Contributi per una lettura storica della spazialità*, dir. L. Blanco, Milano, F. Angeli, 2009, p. 23-44 (cit. p. 27).

dynamiques de la société politique de la fin du Moyen Âge, les pouvoirs plus ambitieux se définissent comme des formations qui organisent et maintiennent un contrôle public sur des ensembles composites de pouvoirs dont elles remodelent partiellement la physionomie spatiale. Les sources qui témoignent du complexe processus d'interaction entre ces formations politiques et leurs interlocuteurs locaux peuvent révéler un contenu territorial spécial, et multiplier les informations utiles à une meilleure compréhension de la territorialité du bas Moyen Âge. L'analyse de la territorialité en tant que construction historique du territoire, produite par tous les protagonistes de la dialectique politique⁸, peut prendre alors la forme d'une série d'enquêtes sur la nature même de ces protagonistes (princes, communautés, seigneurs, fédérations, quasi città, villes dominées, contadi, villes dominantes), sur leurs contacts réciproques, sur les formes et les outils – politiques et culturels – de leur croisement.

Dans ce cadre, ce texte se propose de dénicher quelques indices du lexique de l'espace et des langages de la territorialité dans un certain nombre de sources documentaires publiques produites dans l'Italie de la fin du Moyen Âge⁹, en essayant de répondre à deux questions. Quels sont les éléments de l'espace local qui se trouvent fixés dans l'écrit (mieux, « dits » dans l'écrit) ? Et quel est le niveau de leur « territorialisation », c'est-à-dire comment deviennent-ils reconnaissables dans un ensemble territorial dont les composantes ne sont pas simplement juxtaposées, mais plutôt coordonnées¹⁰ ?

Les langages des écrits : *les listes et le principe de l'inventaire*

Les sources les plus à même de fournir à l'historien des séries de lieux où l'on exerce un pouvoir d'une certaine intensité sont les registres de gouvernement qui organisent les données en forme de liste, plus ou moins ordonnée selon des critères variés et pour des fins diverses. La nature des processus politiques qui ont conduit à la définition des procédures courantes et partiellement homogènes de nomination des officiers, de prélèvement des impôts, de reconnaissance des fiefs, de défense du territoire, est désormais assez claire, tout autant que la physionomie des textes documentaires qui fixent et transmettent ces mécanismes et la chronologie de leur production¹¹. Ces sources sont sans doute les plus éloquentes en matière de

⁸ La référence est empruntée à Michel Foucault, *Dits et écrits 1954-1988*, 4 vol., III : 1976-1977, édition établie sous la dir. de D. Defert, F. Ewald, avec la collab. de J. Lagrange, Paris, 1994, notamment aux p. 635-657. Cf. L. Blanco, « Introduzione », *Organizzazione del potere*, op. cit., p. 7-21, en particulier p. 12 et n. 12, et A. Torre, *La produzione*, op. cit.

⁹ Pour un éventail plus fourni d'exemples, voir I. Lazzarini, « Scritture dello spazio e linguaggi del territorio nell'Italia tre-quattrocentesca. Prime riflessioni sulle fonti pubbliche tardomedievali », *Bullettino dell'Istituto storico italiano per il Medio Evo e Archivio Muratoriano*, sous presse.

¹⁰ I. Lazzarini, « Introduzione », in *Scritture e potere*, op. cit., http://www.storia.unifi.it/RM/rivista/saggi/Lazzarini_08_1.htm.

¹¹ Pour les offices, cf. G. M. Varanini, « Dal comune allo stato regionale », *La storia*, dir. N. Tranfaglia, M. Firpo, II, *Il Medioevo*. 2, *Popoli e strutture politiche*, Torino, Utet, 1988, p. 693-724 ; P. Corrao, « Funzionari e ufficiali », *La società medievale*, dir. S. Collodo, G. Pinto, Bologna, Monduzzi, 1999, p. 177-215, et *Gli ufficiali negli Stati italiani del*

construction territoriale : elles témoignent de la diffusion croissante sur un espace politique donné – encore que diversifié, composite, fluide – de formes d'autorité qui commencent à employer toujours plus fréquemment un langage public pour exprimer leurs prérogatives, dans une dynamique incessante avec les pouvoirs divers qui tournent autour de la même région¹².

La géographie qui ressort de ces textes traduit dans des réseaux territoriaux la présence du pouvoir du prince, du gouvernement urbain, du seigneur dans toutes ses formes de contrôle : institutionnel, fiscal, militaire, juridictionnel, documentaire. Néanmoins, ces réseaux ne sont pas une réalité neutre qui à un moment donné se superpose sur un papier blanc : les mailles des diverses géographies publiques s'appuient sur des structures matérielles et des réalités associées de longue et très longue durée. Le résultat est le produit, non prévisible et non nécessairement homogène, d'une relation dynamique entre le pouvoir institutionnalisé et une articulation complexe et préexistante de ressources et de population¹³. Ces réseaux ne sont certainement pas les premières mailles publiques à dessiner le territoire (les circonscriptions carolingiennes, leurs dérivations seigneuriales et castrales, les répartitions communales sont leurs prédécesseurs directs), ni les premières projections territoriales d'un centre ou d'une ville dominante sous la forme d'une liste (il suffira de rappeler les registres communaux). Néanmoins, les livres d'offices, les listes fiscales, les cahiers des fortifications, les inventaires des droits et des terres, les listes des serments, les cartulaires des fiefs, les volumes des investitures, établissent une géographie détaillée du territoire selon une logique unitaire et récognitive. Leur rédaction devient une pratique courante et diffusée, ils s'adaptent à des contextes souvent nouveaux et envahissent les domaines de la juridiction et du gouvernement. L'aptitude à la traduction en forme de liste écrite d'un ensemble de données pour les définir, les classer, les transmettre, devient – entre le XIV^e et le XV^e siècle – une pratique diffusée et habituelle du gouvernement du territoire.

Les libri officiorum : le réseau institutionnel

Les libri officiorum (livres des offices) sont en général des volumes où les chanceliers et les notaires des princes et des villes enregistrent sous une forme plus ou moins complète les lettres de nominations aux offices judiciaires, fiscaux, financiers, militaires et aux fonctions notariales de la ville et de son contado, ou bien

Quattrocento, dir. F. Leverotti, *Annali della Scuola Normale Superiore di Pisa, Quaderni*, 1, Pisa, 1997 ; pour le paysage des sources, cf. P. Cammarosano, *Italia medievale. Geografia e storia delle fonti scritte*, Roma, La Nuova Italia, 1991 ; A. Bartoli Langel, « La documentazione degli stati italiani nei secoli XIII-XIV : forme, organizzazione, personale », *Culture et idéologie dans la genèse de l'État moderne*, Rome, EFR, 1985, p. 35-55 ; I. Lazzarini, « La nomination des officiers dans les États italiens du bas Moyen Âge (Milan, Florence, Venise). Pour une histoire documentaire des institutions », *Bibliothèque de l'École des Chartes*, 159, 2002, p. 389-412 ; et *Scritture e potere*, op. cit.

¹² I. Lazzarini, « Introduzione », op. cit.

¹³ Cf. M. Della Misericordia, *Divenire comunità. Comuni rurali, poteri locali, identità sociali e territoriali in Valtellina e nella montagna lombarda nel tardo medioevo*, Milano, Unicopli, 2006.

de la capitale et de son territoire. Ils font leur apparition entre la moitié du XIV^e et le début du XV^e siècle un peu partout en Italie, et leur physionomie change de façon plus ou moins accentuée tout au long du XV^e siècle, lorsque les typologies se fixent définitivement. Presque toute chancellerie – républicaine ou princière, royale ou pontificale – produit des séries de ces registres, même si leur conservation ne s’est quasiment jamais opérée sans fractures, ni lacunes. Entre les années 1380 à Venise et les années 1410 à Florence, plus précoces, la première forme d’enregistrement écrite des nominations par jour d’élection, dérivée bien évidemment des rythmes de la rotation des offices typiques des régimes communaux, est remplacée par une organisation géographique par listes des communautés dominées¹⁴.

Parmi tous les exemples possibles, nous examinerons ici un volume rédigé à Mantoue (le *liber officiorum* qui couvre les années 1444-1484), et la *tabula officiorum Sanctae Romanae Ecclesiae*, du pontificat de Paul II (1464-1471)¹⁵. Les deux textes rentrent parfaitement dans la définition des *libri officiorum*. Dans ces volumes, sont enregistrés les lieux plus importants de l’État en question ainsi que leurs offices ; chaque charte présente la lettre de nomination à l’office relatif au lieu concerné, sous forme complète ou brève, la confirmation éventuelle à la charge ou bien la substitution de l’officier, parfois parmi d’autres notes. Dans la *Tabula* romaine, l’ordre des localités est à peu près alphabétique, et les villes et les bourgs se succèdent sans aucune hiérarchie évidente, ni politique, ni de peuplement. Dans le registre de Mantoue, l’ordre apparaît géographique : à partir de la ville de Mantoue, les circonscriptions territoriales sont enregistrées en spirale du centre aux bornes du marquisat. Bien que typologiquement très proches, les deux registres témoignent de quelques différences significatives. La *Tabula* romaine est évidemment un texte aux fins administratives : son but n’est pas de dessiner l’État de l’Église selon sa géographie territoriale (l’ordre des lieux suivrait les régions ou bien des éléments spatiaux évidents) ni selon une hiérarchie des sites (les centres principaux, les centres mineurs), mais plutôt d’enregistrer les nominations aux offices et de permettre de trouver rapidement, le cas échéant, hommes et documents. Ce registre n’est pas une carte politique, mais un outil de chancellerie, un répertoire de noms et de nominations. Le volume de Mantoue, dans sa structure à base géographique, est au contraire un répertoire de lettres de nominations, mais aussi une sorte d’atlas politique écrit du marquisat.

Ce groupe de textes offre donc un inventaire des points focaux du pouvoir central sur le territoire : les sources nous donnent une moisson d’étiquettes d’origine institutionnelle (vicariat, podestariat, châteltenie, capitonat, etc.) appliquées aux toponymes majeurs ; la sélection des lieux dérive d’une concentration de fonctions amorcée – sinon suscitée – par la reconnaissance de la part du pouvoir public d’un

¹⁴ I. Lazzarini, « La nomination », op. cit., p. 399-411.

¹⁵ Archivio di Stato di Mantova, Archivio Gonzaga, Pat. 2 ; A. Petrini, « La *Tabula Officiorum* di Paolo II (1464-1471) », *Offices et Papauté (XIV^e-XVII^e siècle). Charges, hommes, destins*, dir. A. Jamme, O. Poncet, Rome, EFR, 2005, p. 125-157. Cf. aussi dans le même volume O. Poncet, « Les traces documentaires des nominations d’officiers pontificaux (fin XIII^e-XVII^e siècle) », p. 93-123, et Id., « Les archives de la papauté (XVI^e-milieu du XVIII^e siècle) : la genèse d’un instrument de pouvoir », *Offices, écrit et papauté (XIII^e-XVII^e siècle)*, dir. A. Jamme, O. Poncet, Rome, EFR, 2007, p. 737-762.

ensemble de centralités locales¹⁶. La variété des solutions adoptées dans ces registres, néanmoins, révèle l'existence de discours divers sur la base du même principe d'inventoriage analytique d'un réseau de circonscriptions à caractère public : les uns insistent sur une représentation des lieux en forme d'inventaire « administratif » ; les autres suggèrent une sorte d'écriture spatiale du réseau des lieux de pouvoir, le plan écrit et organisé d'une géographie institutionnelle.

Les compartiti : le réseau fiscal

Les libri officiorum photographient le réseau des habitats majeurs : pour le tissu des habitats mineurs, des ville, des burgi, des loci, des casali, il faut chercher ailleurs, parmi les élections des procureurs des communautés rurales (lorsque les homines des villages qui composent la circonscription sont énumérés, ou bien choisissent leurs représentants et prêtent serment, par ville) ou dans les relevés fiscaux¹⁷. Dans ce dernier cas, le choix conduit à analyser une fraction d'un dossier fiscal très intéressant : le bilan des revenus et des dépenses du duché de Milan rédigé en 1463. Il s'agit d'une source d'une grande complexité et d'une grande importance, en raison à la fois de son ampleur et de son caractère exceptionnel. La liste des revenus qui nous intéresse ici le plus suit la division du duché en régions fiscales : les villes jadis autonomes et leur contado, les terre separate et leur territoire, les communautés alpines¹⁸. Les unités fiscales mineures (un lieu ou un agrégat de lieux-

¹⁶ Cf. G. Francesconi, *Districtus civitatis Pistorii. Strutture e trasformazioni del potere in un contado toscano (secoli XI-XIV)*, Pistoia, Società pistoiese di storia patria : Fondazione Cassa di risparmio di Pistoia e Pescia, 2007, et I. Lazzarini, *Il linguaggio del territorio fra principe e comunità. Il giuramento a Federico Gonzaga (Mantova 1479)*, RM E-book Quaderni, 13, Firenze, 2009 (<http://www.storia.unifi.it/RM/e-book/titoli/Lazzarini.htm>).

¹⁷ La connexion entre fiscalité et cartographie du territoire a surtout été faite en ce qui concerne l'époque moderne : pour Milan, cf. L. Arcangeli, « Nello Stato di Milano sulle tracce di Leandro Alberti. Alcune note su politica e territorio nel primo Cinquecento », *L'Italia dell'Inquisitore. Storia e geografia dell'Italia del Cinquecento nella Descrizione di Leandro Alberti*, dir. M. Donattini, Bologna, Bononia University Press, 2007, p. 479-506. Pour un cadre comparatif de la fiscalité italienne au Moyen Âge tardif, M. Ginatempo, « Spunti comparativi sulle trasformazioni della fiscalità nell'Italia postcomunale », *Politiche finanziarie e fiscali nell'Italia centro-settentrionale (secoli XIII-XV)*, dir. P. Mainoni, Milano, Unicopli, 2001, p. 125-222 ; pour une étude exemplaire d'un grand cadastre, cf. C. Klapisch-Zuber, D. Herlihy, *Les Toscans et leurs familles : une étude du catasto florentin de 1427*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1978.

¹⁸ Le manuscrit est conservé à Milan dans la Biblioteca Ambrosiana : ms. Z 68 sup. Si le bilan de 1463 est, dans son caractère exhaustif, sûrement le seul de son genre préservé (mais voir le bilan de 1467, *Archivio di Stato di Milano, Miscellanea storica* 6), il nous reste plusieurs compartiti partiels pour des régions du duché : il est évident que ce genre d'enregistrement était courant. M. N. Covini, « "Alle spese di Zoan Villano" : gli alloggiamenti militari nel dominio visconteo-sforzesco », *Nuova rivista storica*, 76, 1992, p. 1-56, et Ead., « Cartografia fiscale del ducato di Milano : la tassa dei cavalli nella seconda metà del Quattrocento », *Geografie politiche dell'Italia dal 1350 al 1500 : assetti territoriali e dinamiche di sistema*, dir. F. Somaini, Milano, 14 novembre 2007, à paraître.

dits) sont enregistrées sous forme de liste en colonne à l'intérieur du chapitre consacré à chaque région fiscale, avec, à leur côté, les coefficients correspondants (les compartiti). Le coefficient de répartition est représenté par le nombre des chevaux de guerre (cavalli) que chaque unité fiscale est tenue d'héberger (chaque unité combattante, la lancia, est composée de trois chevaux). Lorsque les hébergements militaires ne sont pas effectifs (pendant les périodes de paix ou les saisons de l'année sans actions militaires), le « cheval » correspond à une somme d'argent à verser à la chambre ducale (entre 40 et 50 sous par mois). À la géographie par régions – en fait, par les villes et leurs contadi, c'est-à-dire Parme, Crémone, Plaisance, Pavie, Novare, Alessandrie, Tortone, la Ghiaradadda (la seule région non urbaine recensée comme autonome), Lodi, Milan et Côme – organisée selon un vague ordre géographique de l'est à l'ouest, et du sud au nord, se superpose le détail d'une géographie bien plus fine, composée de petits villages ou par des grappes de lieux-dits, qui, bien qu'obligés à une contribution solidaire, sont en tout cas énumérés un par un. Cette dimension territoriale ajoute au tableau des points forts de la géographie institutionnelle (c'est-à-dire du réseau qui ressort des livres des offices) un tissu très fin de points locaux mineurs, dont la toponymie nous emmène au cœur de la micro-région considérée. La dimension spatiale concrète s'épaissit et nous conduit à un niveau très ancien et profond de la mémoire des habitats. Toute référence au niveau de la circonscription (contemporain, mais aussi ancien) disparaît¹⁹ ; au contraire, ces toponymes révèlent leur provenance de la nature même de l'habitat local, des éléments les plus significatifs du paysage rural (paroisses, églises, monastères, grandes et petites fortifications), de l'appartenance, présente ou bien ancienne, des lieux-dits au grand domaine ou à la seigneurie rurale d'une famille²⁰. La minutieuse spatialité fiscale déborde dans la géographie territoriale à base urbaine, mais en même temps la franchit, tout en imposant à l'attention des chanceliers ducaux un tissu résidentiel local en même temps lointain et aux origines multiples. La centralité de l'exaction fiscale contraint en fait les chanceliers ducaux à prendre en compte une géographie bien plus analytique et en même temps historique que l'atlas des seules circonscriptions publiques majeures : l'expérience locale des membres des communautés – indispensable à l'enregistrement fiscal – transmet aux chanceliers et aux officiers du prince une connaissance minutieuse de la constitution matérielle la plus fine de l'espace local. Ce savoir stratifié – qui n'est sûrement pas le monopole des offices fiscaux, mais qui, dans leur cas, assume une

¹⁹ Parfois les lieux ont au contraire une forte mémoire des circonscriptions publiques : cf. F. Leverotti, « L'organizzazione amministrativa del contado pisano dalla fine del Duecento alla dominazione fiorentina : spunti di ricerca », *Bollettino Storico Pisano*, 61, 1992, p. 33-82, et A. Poloni, « Problemi concettuali e metodologici emersi dalle ricerche svolte nell'ambito del PRIN », *Cartografia, informatica e storia. Un colloquio interdisciplinare*, dir. F. Somaini, F. Cengarle, Milano, 28-29 maggio 2009, à paraître.

²⁰ Cf. P. Guglielmotti, « Linguaggi del territorio, linguaggi sul territorio : la Val Polcevera genovese (secoli XI-XIII) », *Linguaggi e pratiche del potere : Genova e il Regno di Napoli tra Medioevo ed Età moderna*, dir. G. Petti Balbi, G. Vitolo, Napoli, Laveglia, 2007, p. 241-268.

importance et une systématique tout à fait particulières – passe dans les écrits de chancelleries, et dans ces textes s'arrête, se fixe, se transmet²¹.

Cartulaires, protocoles, cadastres, extantae : le réseau féodal

Pour conclure notre analyse des écrits conservés sous forme de registres, passons maintenant aux volumes des investitures ou des hommages féodaux. Il s'agit de sources d'origine lointaine et d'une grande flexibilité, produites dans des contextes assez différents : c'est essentiellement l'ensemble des registres de réconnitions, hommages et fidélités du bas Moyen Âge qui nous retiendra ici. Ces volumes évoquent à un moment donné et de façon unitaire une géographie féodale centrée sur un dominus qui est en même temps le seigneur éminent de la région et le prince d'un domaine à dimension désormais territoriale. La rédaction de ces volumes est amorcée par des événements particuliers, tels qu'une succession princière, et devient en ce sens une pratique habituelle²². Toutes les principautés italiennes n'ont pas produit de séries plus ou moins homogènes de registres féodaux : aux catastri ferrarais, aux protocoles et aux extantae savoyards ou bien aux relevi napolitains (ces derniers étant seuls partiellement similaires aux autres, en tant que réconnitions fiscales à la succession du fief), ne correspondent pas, par exemple, des registres féodaux à Mantoue, où un *usum feudi* spécial assimile le fief à l'emphytéose et enregistre les investitures féodales avec toutes les autres, dans des volumes composites. À Milan, dans le vide documentaire qui suit la destruction, en 1447, des chartes et des registres des Visconti, compliquée par la réorganisation massive des archives aux XVIII^e-XIX^e siècles, nous n'avons que quelques indices de l'existence – à la fois sous les Visconti, et sous les Sforza – d'un office consacré à la production d'écrits en matière féodale²³.

Le cas savoyard présente un intérêt tout particulier : la typologie des écrits destinés à recenser et recueillir la fidélité des seigneurs et des communautés aux

²¹ Cf. M. Della Misericordia, *Figure di comunità. Documento notarile, forme della convivenza, riflessione locale sulla vita associata nella montagna lombarda e nella pianura comasca* (secoli XIV-XVI), <http://www.adfontes.it/biblioteca/scaffale/notarile/copertina.html>, et I. Lazzarini, *Il linguaggio*, op. cit., p. 81-85.

²² En général pour l'Italie de la fin du Moyen Âge, voir *Poteri signorili e feudali nelle campagne dell'Italia settentrionale fra Tre e Quattrocento* : fondamenti di legittimità e forme di esercizio, dir. F. Cengarle, G. Chittolini, G. M. Varanini, *Quaderni di Reti Medievali Rivista* 1, Firenze, 2005 ; un cas exemplaire est Ferrare : A. L. Trombetti Budriesi, *Vassalli e feudi a Ferrara e nel ferrarese dall'età precomunale alla signoria estense* (XI-XIII), Ferrara, Deputazione provinciale ferrarese di storia patria, 1980 ; T. Dean, *Land and Power in Late Medieval Ferrara. The Rule of the Este, 1350-1450*, Cambridge, Cup, 1988 ; M. Folini, *Rinascimento estense. Politica, cultura, istituzioni di un antico Stato italiano*, Roma-Bari, Laterza, 2001.

²³ Mantoue : I. Lazzarini, *Fra un principe e altri stati. Relazioni di potere e forme di servizio a Mantova nell'età di Ludovico Gonzaga*, Roma, Istituto Storico Italiano per il Medio Evo, 1996, p. 158-163 ; Milan : F. Cengarle, *Immagine di potere e prassi di governo. La politica feudale di Filippo Maria Visconti*, Roma, Viella, 2006, et Ead., *Feudi e feudatari del duca Filippo Maria Visconti*, Milano, Unicopli, 2007.

comtes et ducs de la maison de Savoie change de façon significative à partir de leurs premières attestations, dans les années 1260, jusqu'à leur formalisation au XV^e siècle. Les étapes de cette évolution, qui va des cartulaires aux protocoles et aux registres d'extantae (en fait surtout des listes de droits seigneuriaux), nous racontent une complexe histoire d'enregistrement et de transcription du territoire sub specie feudi²⁴. Les premiers cartulaires²⁵ apparaissent à la fin du XIII^e siècle : jusqu'aux années 1330, ils énumèrent sans trop d'ordre les droits féodaux acquis par les Savoie des diverses branches dans les différentes régions de leur domaine. Avec le deuxième cartulaire de Louis II de Savoie, seigneur du Pays de Vaud (1339-1343), les choses changent : le registre organise en fait les données selon une logique topographique assez claire et délibérée, en regroupant les 188 actes selon neuf régions. La logique topographique et géopolitique l'emporte ici sur d'autres stratégies possibles, qu'elles soient dynastiques, chronologiques, ou bien hiérarchiques²⁶. Le cartulaire de Louis II est le dernier : à partir des années 1350, la construction de l'État territorial en Savoie adopte plutôt la forme documentaire bien plus flexible du protocole, c'est-à-dire de l'enregistrement notarial des hommages prêtés par les vassaux au nouveau prince, reliés en volume²⁷. Le simple enregistrement des actes selon un ordre chronologique semble manifester un pas en arrière, en quelque sorte, dans un processus hypothétique de transcription « territoriale » de la géographie des fidélités. La réalité est au contraire plus complexe. Parmi les volumes des protocoles, le cahier rédigé par Jean Reynaud à l'occasion de la succession du comte Édouard (1323-1325), adopte une stratégie différente : l'enregistrement des hommages ne suit plus un ordre chronologique, jour par jour, lié à la distribution locale des fiefs et des vassaux, mais est organisé selon un ordre géopolitique qui ne dérive pas de la géographie féodale, mais du réseau d'origine princière et administrative des baillages et des châtelainies mineures. L'organisation de la liste des hommages semble ici le résultat d'une véritable stratégie de réélaboration documentaire destinée à témoigner de la continuité du pouvoir savoyard et de sa force unificatrice. Plus intéressant encore, chaque série d'hommages est introduite par la liste des châtelainies du bailliage selon une représentation graphique tout à fait particulière : non pas une simple série en colonne

²⁴ À propos de la société politique savoyarde, cf. G. Castelfnuovo, *Ufficiali e gentiluomini. La società politica sabauda nel tardo medioevo*, Milano, F. Angeli, 1994, et B. Andenmatten, *La Maison de Savoie et la noblesse vaudoise (XIII^e - XIV^e s.) : supériorité féodale et autorité princière*, Lausanne, SHSR, 2005. À propos des sources, cf. G. Castelfnuovo, « Les officiers princiers et le pouvoir de l'écrit : pour une histoire documentaire de la principauté savoyarde (XIII^e-XV^e siècle) », dans *Offices, écrit et papauté*, op. cit., p. 17-46, et surtout B. Andenmatten, G. Castelfnuovo, « Produzione documentaria e costruzione archivistica nel principato sabauda, XIII-XV secolo », *Bullettino dell'Istituto storico italiano per il Medio Evo e Archivio Muratoriano*, 110/1, 2008, p. 279-348.

²⁵ À propos des cartulaires des fiefs, cf. R.-H. Bautier, « Cartulaires de chancellerie et recueils d'actes des autorités laïques et ecclésiastiques », *Les cartulaires. Actes de la table ronde* (Paris, décembre 1991), dir. O. Guyotjeannin, L. Morelle, M. Parisse, Paris, École des Chartes, 1993, p. 363-377.

²⁶ B. Andenmatten, G. Castelfnuovo, « Produzione », op. cit., p. 296-297.

²⁷ *Ibid.*, p. 299-300.

(comme dans le registre de 1323-1324) mais une liste de toponymes entourée par une sorte de dessin rhomboïdal qui suggère l'idée d'une reconstruction graphique – même grossière – de la spatialité concrète du baillage. Bernard Andenmatten et Guido Castelnuovo, en suivant le développement de ces registres jusqu'au XV^e siècle, montrent que les fidelités sont de plus en plus souvent classées par circonscription²⁸. Dans ce processus, la géographie précise des fiefs disparaît des protocoles. Les bornes et les composantes mineures du réseau féodal restent confinées dans les instruments d'hommages, qui sont volatiles, et elles ne trouvent pas lieu – ni mémoire – dans les registres conservés aux archives ducaltes. Ces registres résument les informations détaillées dans les chartes d'hommage, avec une double référence aux hommes (ceux qui prêtent l'hommage) et aux circonscriptions publiques. Ces dernières dissolvent la géographie politique locale des pouvoirs seigneuriaux et féodaux dans les mailles du pouvoir princier (les châtelainies, à leur tour regroupées dans les baillages). La carte des fiefs savoyards et l'histoire complexe et ancienne de leurs rapports avec les comtes et ducs de Savoie se traduisent donc dans des listes de fidèles, et – du point de vue géographique – dans la carte bien plus synthétique des châtelainies.

Conclusion

L'analyse des registres pourrait continuer, par exemple avec les registres des fortifications, qui nous donnent la géographie des lieux forts du territoire, tout comme s'élargir à considérer d'autres sources publiques, telles que les lettres des officiers et des ambassadeurs, les grands traités de paix ou d'alliance, les journaux de voyage des ambassadeurs ou des chanceliers, les recueils des plans et des cartes régionales. Néanmoins, l'enquête menée jusqu'ici sur les registres publics évoque déjà un cadre problématique précis : les recherches conduites sur les sources à la recherche des éléments constitutifs du processus de construction de territoires plus vastes et en même temps plus organisés qu'aux siècles précédents ont abouti avant tout à un recensement des lieux auxquels sont « donnés des noms »²⁹. Les éléments de l'espace – « visibles » grâce à l'enregistrement en chancellerie – se multiplient : il ne s'agit plus seulement des villes, mais aussi des villages, lieux-dits, châteaux, bourgs, fleuves, ponts, canaux, gués, maisons et palais ruraux, tours, enceintes, fiefs, domaines seigneuriaux. Les sources les classent, en leur attribuant une définition plus ou moins institutionnelle : ils deviennent, dans l'écrit, des unités fiscales, judiciaires, militaires ; des professionnels de l'écriture – des chanceliers, officiers, techniciens, mais aussi des notaires et notables locaux – enregistrent ces différents niveaux de connaissance des lieux. En même temps, ce processus révèle le degré de coordination délibérée – à l'intérieur d'un ensemble reconnaissable – de tous les lieux « nommés » par un pouvoir supérieur, qui est, selon les cas, plus ou moins vaste, plus ou moins assuré de son autorité légitime, plus ou moins conscient de sa propre vocation territoriale. Il s'agit d'un processus de sélection qui choisit certains

²⁸ Ibid., fig. 3, p. 347 (Protocole ducal de 1323-1324), et fig. 4, p. 347 (Protocole ducal de Jean Reynaud [1329-1330]).

²⁹ Je traduis maladroitement ici une très belle expression de Angelo Torre, « dare nome ai luoghi », A. Torre, « La produzione », op. cit., p. 463.

lieux, et qui au contraire en néglige d'autres : les voix et les silences des sources fondent et transmettent la centralité des lieux.

À une conscience spatiale croissante, capillaire, diversifiée – qu'elle prenne la forme de l'apparition des lieux dans l'écrit ou celle de la naissance d'une sensibilité géographique et cartographique des hommes –, la période qui va de la fin du XIV^e au début du XVI^e siècle ajoute donc une tendance – tout sauf homogène – à la simplification de la géographie et de la toponymie du territoire. Nos sources réduisent la multiplicité locale et la traduisent dans une géographie publique simplifiée, soutenue par une conscience juridictionnelle et idéologique novatrice, exercée sur un domaine régional ou supra-régional. La complexité des dynamiques territoriales est à l'origine de ce double processus : le long Quattrocento qui va de la seconde moitié du XIV^e au début du XVI^e siècle voit la lente maturation d'un langage du pouvoir territorial, qui impose des cadres territoriaux nouveaux aux juridictions précédentes et expérimente des formes nouvelles de configuration des espaces locaux grâce à la combinaison multiple d'éléments anciens et d'outils et de savoirs nouveaux³⁰. Nos sources donnent voix à ce langage *in fieri* : la multiplicité des images du domaine qu'elles suggèrent – à la fois analytiques ou synthétiques, attentives à une minutieuse géographie locale ou bien confinées aux listes des hommes et aux catalogues des villes et des podestariats – témoigne de la complexité du processus de construction territoriale au bas Moyen Âge, de la difficulté d'interpréter la constitution matérielle des lieux, et néanmoins de la volonté des princes et des gouvernements d'absorber, coordonner, contrôler les diverses composantes de la société politique territoriale.

Isabella Lazzarini

Università del Molise / University of Durham

³⁰ « The production of spatial distinctions and territorialities is always a struggle over the right to put forward (new) definitions » : A. Paasi, *Territories, Boundaries and Consciousness : The Changing Geographies of the Finnish-Russian Border*, Chichester, J. Wiley and Sons, 1996, p. 28.